le prolétaire

bimensuel **parti communiste international (programme communiste)**

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance : 20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements : Chèque bancaire ou C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements : 1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F
« programme communiste »
1 an, pli ouvert : 40 F
1 an, pli fermé : 60 F

15e ANNEE - N° 247
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
9 au 29 juillet 1977

La démocratie au poteau !

C'est au nom de la démocratie, c'est-à-dire de la « souveraineté populaire », que tout l'échiquier politique a fait campagne en Espagne, depuis les légions franquistes converties à la nouvelle idéologie officielle jusqu'à la social-démocratie et au stalinisme. Alors que le parti officiel de Suarez déclare vouloir « modifier la Constitution franquiste pour instaurer une véritable démocratie », le PSOE et le PCE espèrent conclure en l'honneur de cette divinité un « pacte constitutionnel » allant jusqu'à la droite « civilisée ». Et c'est toujours en son nom que le PCE est disposé à collaborer activement avec les franquistes « repentis », aussi bien au gouvernement que dans l'opposition, car « le centre, sans les grands partis ouvriers, serait impuissant à gouverner le pays » (Le Quotidien de Paris, **13-6 et discours de S. Carrillo au CC du 14-4).**

C'est pour la « nécessaire pacification » en vue des « élections libres » que le gouvernement a fait crépiter la mitraille dans un Pays Basque en état de siège, a assassiné 5 manifestants et blessé des dizaines d'autres qui se sont mobilisés pour la libération des prisonniers politiques.

C'est encore en son honneur que les centrales syndicales, le PSOE et le PCE se refusèrent à proclamer une grève de solidarité avec les travailleurs mitraillés, afin « que les élections se déroulent le plus librement possible et dans un climat de paix » (!), tandis que le PC d'Euzkadi s'élevait contre « les provocations et injures à l'adresse des membres de la Force Publique » (Le Monde **18-5** et Mundo Diario, **13-5).**

C'est toujours pour raffermir le processus de démocratisation de l'Etat espagnol que toutes ces « forces ouvrières » ont accepté dans les faits, **sinon en paroles, le « pacte social » et sabotèrent — comme le reconnaissent les porte-paroles bourgeois eux-mêmes — depuis les grands mouvements de masse de l'année dernière jusqu'aux dernières grèves du bâtiment à Barcelone, en Biscaye, dans les Asturies et à Valence.**

Contrairement à ce que soutient une certaine extrême gauche, la capitulation de la social-démocratie et du stalinisme face au franquisme renouvelé à la sauce monarcho-constitutionnelle n'est pas en contradiction avec la démocratie : elle résulte précisément de la subordination de ces partis aux principes qui sont la véritable **raison d'être de cette dernière.**

La « souveraineté populaire », elle, n'est qu'un mythe bourgeois **qui dissimule la dictature de fer de la classe bourgeoise. Alors que cette dernière masque, derrière un prétendu « consensus social », le fait que le pouvoir d'Etat (avec ses Forces Armées, sa bureaucratie et sa justice) est au service de la seule classe dominante, la classe exploitée est appelée de temps en temps à « choisir » ceux des serviteurs du capital qui l'opprimeront. La démocratie n'a pas et ne pourra jamais avoir un autre contenu ni une autre fonction que celle de perpétuer l'esclavage salarié.**

La raison d'être de la démocratie ne réside pas dans les soi-disant « libertés » ni dans l'expression fidèle d'une prétendue « volonté du peuple », qui est une macabre pantomime de la bourgeoisie, alors que celle-ci possède la richesse économique et le pouvoir politique, tandis que les grandes masses travailleuses sont écrasées par l'exploitation, l'oppression, l'abrutissement et l'ignorance. Ce qu'il y a de bien réel **— et de** contre-révolutionnaire **— dans la démocratie, c'est bien la conservation capitaliste,**

(suite page 2)

DANS CE NUMERO

- **Réunion générale du Parti : l'Histoire de la Gauche Communiste**
- **Premier bilan de la grève des nettoyeurs du métro**
- **Tour d'horizon de la situation politique en Italie**
- **Nouvelle-Calédonie : indépendance immédiate !**
- **GARI : quelle solidarité avec les prisonniers politiques ?**

Vite, passons au communisme !

La presse bourgeoise s'étend avec complaisance sur la violence anti-ouvrière et avec encore plus de délices sur les manifestations ridicules des pantins de l'intégrisme clérical à la Lefebvre, qui réclame une société « vraiment réactionnaire » devant le péril du communisme, afin d'effrayer le prolétariat devant la perspective de mise en mouvement de sa propre force de classe, ceci avec le plein assentiment de l'opportunisme qui se creuse la cervelle pour retarder par tous les moyens la lutte de classe, en combinant le patriotisme commercial, le chauvinisme effrené et l'appel aux réformes et au renforcement de la machine de l'Etat.

Mais il semble que cela ne suffise pas encore. Il faut aussi que les conséquences du capitalisme lui-même donnent à l' « extrême gauche » des raisons supplémentaires de retarder le passage à la lutte ouverte et directe contre le capital.

« Tous à Malville, contre le nucléaire ! » Voici le drapeau à la mode, qu'on agite dans tous les sens ! Assurément, les conséquences sociales du capitalisme sont effroyables, les dangers que fait courir à l'humanité la soumission des ressources naturelles et humaines à la loi barbare du profit, incalculables et toujours plus difficiles à réparer.

Mais ce n'est pas une raison pour condamner le nucléaire en général, pas plus que les ravages des pétroliers ne doivent faire condamner le pétrole ou le crime de Seveso l'industrie chimique. C'est le profit qu'il faut combattre, c'est la loi du marché, de la concurrence, c'est le capital et le salaire, c'est le capitalisme. Le fait que les forces

(suite page 2)

Premier bilan de la grève des nettoyeurs du métro

Les 1 000 nettoyeurs du métro parisien ont dû reprendre le travail le samedi 2 juillet, après 31 jours de grève, et avec des résultats bien maigres : en gros 3 % d'augmentation supplémentaire au 1er juillet 1977 par rapport aux propositions patronales initiales, plus 2 % supplémentaires au 1er octobre, ce qui pourrait avoir un sens si un paiement au moins partiel des jours de grève avait pu être obtenu, mais il n'en est rien ; pour le reste, des promesses sur les conditions d'hygiène et de sécurité qui avaient été un puissant détonateur de la révolte, et rien sur le temps de travail ou sur la charge de travail et les effectifs.

L'exigence de l'extension du mouvement

Or il s'est agi d'un mouvement vaste, profond, unanimement enthousiaste et combatif, qui est parvenu pour la première fois à rassembler dans une lutte unique 1 000 travailleurs jusque-là divisés entre 6 entreprises et une dizaine au moins de nationalités, éparpillés de surcroît entre quelques 400 stations.

Un mouvement qui a réalisé la conquête d'une magnifique union par-dessus les limites d'entreprises et de nationalités, sur d'authentiques positions de lutte classiste, une conquête inappréciable, qui est le résultat d'un véritable travail de taupe mené avec obstination pendant de longs mois et qui donne une bouffée d'oxygène à tous les prolétaires conscients de leurs intérêts de classe et à tous les véritables communistes. Mais pourquoi cette force rassemblée n'a-t-elle pu produire qu'une quasi-défaite économique, puisqu'il faudra quand même 20 mois de travail pour récupérer dans ces conditions le manque à gagner de la grève ?

Les conditions matérielles du nettoyage font en réalité que l'arme de la grève ne pouvait en l'occurrence porter un grave coup aux patrons que si le mouvement avait été considérablement élargi. En effet les 6 entreprises ne travaillent pas toutes seulement dans le métro. Elles ont aussi des activités dans d'autres secteurs : gares, hôpitaux, grands magasins, etc. Il aurait fallu, pour prendre à la gorge les patrons, entraîner les autres travailleurs de ces entreprises dans le mouvement.

Mais surtout, ces entreprises sont, pour leur activité dans le métro, de véritables sous-traitantes de la RATP qui devait céder avec elles ou alors leur donner une force décuplée : il aurait donc fallu mobiliser les travailleurs de la RATP, surtout les catégories les plus basses et les entraîner du côté des travailleurs du métro, organiser des débrayages.

Devant un mouvement d'une telle ampleur, les patrons étaient conduits à utiliser des jaunes. Ils ont eu recours à des travailleurs de la RATP mais aussi à ceux d'entreprises de travaux publics travaillant, entre autres, dans le métro. La lutte aurait donc exigé de faire une vigoureuse propagande en direction de ces travailleurs, qui ont des conditions tout à fait comparables à celles des nettoyeurs, non seulement dans le métro, mais également sur les autres chantiers, afin de pouvoir les entraîner dans le mouvement. Mais cela n'aurait pas suffi. Il aurait fallu une mobilisation générale des travailleurs grévistes et **l'aide de nombreux travailleurs,** immigrés et surtout français, d'abord de la RATP mais également d'autres entreprises, afin d'assurer d'efficaces piquets dans le métro, pour prêter main forte aux travailleurs immigrés devant les intimidations policières, etc.

Il aurait fallu également organiser massivement le soutien financier et moral de la lutte par une **popularisation active** dès le début du conflit et des collectes généralisées. Il aurait fallu montrer à tous les ouvriers que cette lutte était véritablement **leur lutte à eux,** et qu'elle était au fond une lutte susceptible d'extension, tant par ses objectifs que par les étincelles de classe qu'elle faisait jaillir.

Naturellement, non seulement les bonzes syndicaux, ceux de la CFDT-RATP comme ceux de l'Union Départementale, n'ont pas répondu de la moindre manière à la plus petite de ces exigences, mais ils se sont ingéniés à briser tout élan, toute initiative allant dans le sens des intérêts de la lutte.

La CFDT à la RATP

Qu'a fait la CFDT dans le métro ? Rien, pratiquement rien. Elle a sorti comme raison officielle qu'elle est minoritaire dans l'établissement. Mais est-ce que le fait d'être minoritaire explique que les militants CFDT de la RATP (et même les bureaurates) n'étaient pas au courant (comme l'a dit l'ineffable Becker au début du conflit) des conditions de vie des nettoyeurs qui s'étaient vus, dans un premier temps, refuser l'adhésion au syndicat de la RATP pour crime d'appartenance à d'autres entreprises ? Le caractère minoritaire du syndicat CFDT explique-t-il le manque d'information des sections CFDT de la RATP en dépit de deux tracts diffusés à l'intention du personnel ?

Ont-ils été jamais instruits de leurs responsabilités particulières envers le mouvement pour être si peu nombreux au meeting du mercredi 8 juin, quasiment absents à la manifestation du 9, où la CFDT avait pourtant officiellement convié (comment ?) « tous ses militants parisiens », aux piquets de grève, où les travailleurs ont pu les compter sur les doigts de la main, etc., etc. ?

Et le comble : quand une catégorie du métro s'est mise en mouvement, sous le chapeau de la CGT, de FO et de la CFTC, le mercredi 22 juin, qu'a fait la CFDT ? A-t-elle profité de ce mouvement pour dénoncer la réponse donnée par ces syndicats à d'authentiques besoins de lutte ? A-t-elle profité de la manifestation organisée devant le siège de la RATP, à l'heure de l'AG des nettoyeurs, pour inviter ces derniers à aller parler aux ouvriers des ateliers en mouvement et pour qu'ils se rendent compte que, par delà les catégories et les formulations réactionnaires données à leurs revendications par les bonzes, **ils ont les mêmes intérêts** et les mêmes devoirs envers la lutte ouvrière ? Pensez-vous : la CFDT a refusé de se joindre au mouvement qualifié d'« ultra-catégoriel » et s'est bien gardé d'en informer les grévistes.

La question des jaunes et les piquets de grève

Vis-à-vis des jaunes, rien n'a été fait. En dépit de l'élan quotidien des travailleurs pour aller former des piquets de nuit, la CFDT n'a rien organisé. Elle s'est contentée d'appeler des volontaires à se faire inscrire à l'UD (sans doute pour dénoncer à la police les autres comme « extérieurs au conflit » en cas d'incident !) si bien que ces travailleurs « couverts par l'UD » ont rarement dépassé la dizaine. De plus ils étaient sans directives, ou alors ils avaient pour instruction de surveiller les autres travailleurs venus en solidarité avec les grévistes. En dépit des propositions répétées de délégués du Comité de Grève de faire un tract en direction des jaunes les conviant à se

(suite page 4)

A NOS LECTEURS

Le numéro 248 ne paraîtra que dans trois semaines, soit le 30 juillet 1977.

Tour d'horizon de la situation politique italienne

Confrontée à une crise qui ne donne aucun signe de solution prochaine, la bourgeoisie italienne observe avec inquiétude toutes les manifestations de malaise social qui se sont multipliées ces derniers mois.

Ce n'est donc pas un hasard si le sujet qui revient constamment dans les tables rondes, les éditoriaux, les reportages télévisés, les appels des partis, et même les allocutions dominicales de Sa Sainteté le Pape, c'est la violence. C'est là le spectre qui rôde par les rues de la Belle Italie, et bourgeois et opportunistes tentent à qui mieux mieux de l'exorciser.

La crise a apporté avec elle son inséparable bagage de mécontentement, de grogne inorganisée, de rébellion individuelle. Il y a eu voici quelques mois, la tempête universitaire, les heurts très durs avec la police, et l'apparition des désormais fameux P38, sigle distinctif du mouvement armé **Autonomia Operaia.** La vague d'attentats contre des avocats, magistrats, journalistes (revendiqués par les **Noyaux Armés Prolétariens** et les **Brigades Rouges)** a repris avec vigueur, accompagnant les heurts qui marquaient les manifestations étudiantes.

Face à tous ces événements, le véritable visage de la démocratie bourgeoise en temps de crise s'est dessiné sans équivoque : on a ressorti des placards tous les instruments classiques de répression, et ouvert entre tous les partis un débat sur l' « ordre public » pour mettre au point d'autres méthodes d'une plus grande efficacité. Les perquisitions, pour recherche d' « armes et explosifs » ne se comptent plus, les « radios libres » sont persécutées, les librairies de gauche périodiquement visitées, le déploiement des forces de l'ordre lors des manifestations et des grèves devient imposant (et à l'occasion du procès de quelques membres des **Brigades Rouges,** actuellement en cours à Milan, on a voulu imiter l'Allemagne et les tribunaux-bunkers du procès du groupe Baader-Meinhof) ; la présence de commandos spécialisés de policiers déguisés en manifestants est un fait désormais établi, depuis le meurtre de deux étudiants à Bologne et à Rome, malgré les dénégations embarrassées du ministre de l'Intérieur Cossiga.

Suivant le schéma classique des répercussions sociales de la crise, même les épisodes quotidiens de violence « ordinaire » s'aggravent et se multiplient : vols, enlèvements et règlements de compte sont la règle quotidienne. C'est une confirmation qui fait plaisir aux marxistes : la société bourgeoise — qui étale tant de pacifisme — ne cesse de nourrir une violence toujours plus débridée.

Comme nous l'avons déjà souvent indiqué, la voie vers laquelle s'oriente la bourgeoisie est celle de la « démocratie blindée » : rendre plus forts et plus efficaces les appareils répressifs et, en même temps, diffuser par mille canaux dans toute la société une « démocratie » qui devient une paralysante toile d'araignée : comités de quartier, comités de parents d'élèves, syndicats de policiers, collectifs, réunions de toute sorte. Le tout dans le but d' « associer les citoyens » à la responsabilité et à la défense de... ce bien suprême : l'Etat bourgeois.

Il va sans dire que le plus fervent champion de cette politique est l'opportunisme : le PCI est toujours le premier à se ruer sur les « provocateurs », le plus diligent à présenter des propositions de maintien de l'ordre public, le plus décidé à soutenir la ligne de « défense de la démocratie ». Ces dernières semaines, il n'a rien trouvé de mieux que d'ouvrir en son sein un... débat sur « le courage des intellectuels », afin de tancer certains intellectuels comme Sciascia et Montale qui, pour une raison ou pour une autre, ne sont pas chauds pour se compromettre en applaudissant au renforcement de l'ordre public. Si les intellectuels se mobilisent, voilà la société sauvée !

C'est en particulier des actes de terrorisme individuel (ceux des **Brigades Rouges** et des **Noyaux Armés Prolétariens,** qui ont précisément pour théorie de frapper l'Etat au cœur par leur violence) que l'on tire prétexte pour impliquer entièrement le PC dans la gestion gouvernementale, même si la conclusion du « compromis historique », c'est-à-dire d'un gouvernement du PC avec la Démocratie Chrétienne risque de créer à cette dernière de nombreux problèmes électoraux. Cette politique est nettement prédominante dans la bourgeoisie : témoin l'article du **Corriere della Sera** du 4-6, pour qui la réponse qu'on doit donner au terrorisme que « nous aurons à subir encore longtemps et peut-être à des doses plus massives » doit être, outre l'augmentation substantielle de la police, et l'usage de techniques « pensées » (psychologie, analyse du langage, etc.), « une solidarité politique diffuse et solide, qui isole complètement les terroristes, également dans le monde des jeunes. Créer le consensus et la confiance n'est pas le travail de la police. Cette tâche revient à la classe politique tout entière ».

La solidarité du PCI s'exprime avec une telle chaleur que la question prioritaire est devenue pour lui « le renforcement de l'efficacité des corps de l'Etat » ; renforcement auquel on doit totalement associer et « faire contribuer les citoyens », et en particulier, « les partis et les syndicats, qui sont les garants de l'ordre constitutionnel », pour « habituer toujours plus les citoyens à l'idée que leur devoir est de collaborer avec les forces de police ». Bref, faire de chaque citoyen un flic ! Le procès de Turin intenté contre quelques membres des **Brigades Rouges** n'a pas pu se tenir parce que les menaces de ces dernières et la terreur qu'elles avaient engendrée avaient rendu impossible la formation d'un jury ; après ce camouflet à l'ordre public, le PCI et la CGIL ont proposé, pour le procès analogue contre Curcio (tenu pour le principal représentant des Brigades), à Milan, qu'un service d'ordre soit organisé par les forces syndicales pour protéger le tribunal ! L'organe du PCI, **L'Unità** du 14-6, proclamait en première page à la veille du procès : « Dans le fonctionnement de la justice, de grandes responsabilités spécifiques et inaliénables reviennent aux magistrats, aux avocats, aux jurés : ils ne doivent pas s'y soustraire. Chaque citoyen a le droit de le leur demander, mais aussi le devoir de ne pas les laisser seuls ».

Dans le même temps, les divers procès concernant les « complots fascistes » traînent en longueur, faisant ressurgir de temps à autre la responsabilité des services secrets, pour replonger ensuite le tout dans l'ombre, au milieu de l'indifférence générale qui caractérise les affaires qui s'étirent sur des semaines et des mois.

Mais que fait la « gauche extra-parlementaire » ? Elle somnole. Voici des mois qu'une sorte de torpeur s'est emparée des diverses formations qui semblent attendre on ne sait trop quoi (et pourtant, cette année, pas d'élections en juin... on sentait bien qu'il manquait quelque chose !). Après l'envolée de la manifestation de la « gauche syndicale » au Théâtre Lyrique de Milan (manœuvre démagogique pour couvrir à gauche les premiers signes de désaccord il y a quelques mois), après la réaction émotive aux charges policières contre les étudiants, les événements de l'Université de Rome, les meurtres de l'étudiant Lo Russo, de **Lotta Continua**, à Bologne, et de l'étudiante Masi à Rome, tout a paru refluer. On assiste à une stagnation générale, avec un sentiment de reflux complet.

Avanguardia Operaia et le **Manifesto-PDUP,** qui se sont tous les deux scindés, travaillent — depuis des mois ! — à grand renfort de colle et de « documents unitaires », à créer la « grande organisation de la gauche révolutionnaire » tout en se querellant sur des questions d'étiquette avec le MLS **(Mouvement des travailleurs pour le socialisme,** d'inspiration nettement stalinienne), et **Lotta Continua** et en se mettant de plus en plus à la remorque de l'opportunisme. Pendant ce temps, les jongleurs du Parti Radical ont lancé la « campagne pour les huit referendums » il s'agit de réunir 700 000 signatures pour obtenir l'ouverture de referendums pour l'abrogation de certaines lois héritées du fascisme. Comme il n'y avait pas d'élections cette année, il fallait bien mettre en chantier quelque chose qui ait un rapport avec le vote ! Aussitôt, le MLS et **Lotta Continua** ont adhéré à l'initiative. Ainsi, au moment où se produisaient les dernières explosions de violence des manifestations étudiantes, ils écrivaient sur les murs des villes italiennes en réponse à ces événements : « Jouons un bon tour au système. Signons pour les référendums » ! Ou encore les Radicaux en arrivaient jusqu'à mettre en parallèle, dans leurs affiches, les flics déguisés en manifestants et régulièrement armés, et les « Autonomes » avec leurs P 38, avec cette légende : « Désarmons-les par la non-violence ». Ainsi le MLS et LC, mis à l'écart, dans le cartel **Democrazia Proletaria,** par l'ultra-opportunisme d'**Avanguardia Operaia** et du PDUP, prennent leur revanche avec cette démagogie de bas étage.

Entre temps, les forces de gauche (les « vainqueurs » des élections du 20 juin...) ont pris une raclée d'importance au Sénat, où la proposition de loi sur l'avortement a été largement battue : miracles de la démocratie !

Mais tous les espoirs ne sont pas morts. De Rimini, le 9e Congrès de la CGIL — après avoir rappelé avec insistance son propre engagement dans le sauvetage de l'économie nationale et sa bonne volonté sur les questions touchant au coût du travail — a réclamé à grands cris un changement d'ordre politique, autrement dit l'entrée officielle du PCI au gouvernement. Dans le même temps, il revendiquait le droit à une plus grande intégration du syndicat à l'Etat : le cri de guerre du congrès aura été : « Dans l'Etat et non pas hors de l'Etat, et encore moins contre lui ». Et l'on n'a pas seulement parlé de redécouvrir les « lois éternelles » de la production mercantile, mais de proposer des politiques concrètes, et de « nouveaux rapports » et « comportements qui favorisent la croissance équilibrée de notre économie », d'introduire une politique à travers laquelle « les chefs d'entreprise capables et doués d'initiative, même s'ils sont durs avec le monde du travail [...], pourront trouver sur le plan économique soutien et orientation pour la croissance de leur activité ». Ce congrès du syndicat d'inspiration socialiste-communiste n'est que l'annonce de ce qui se fera, de manière analogue, dans les congrès de la CISL (démochrétienne) et de l'UIL (social-démocrate et républicaine), qui sont depuis longtemps sur la voie de la réunification avec la CGIL dans un unique syndicat. Le secrétaire de la CGIL, Lama, a déjà déclaré que ce congrès avait été « le plus unitaire depuis 1947 ». L'unité, en effet, est complète, sur la base **non** de l'intérêt des ouvriers, mais de l'efficacité du système économique régnant !

Le couronnement de la politique italienne tient dans le fait que les six partis de l' « arc constitutionnel » (démocrates-chrétiens, « communistes », socialistes, sociaux-démocrates, républicains et libéraux) viennent de signer un accord de gouvernement que Berlinguer a salué comme une « incitation à la solidarité qui est absolument nécessaire si l'on veut rassembler autour de l'Etat démocratique la confiance du peuple et l'élan pour rénover le pays » (l'**Unità** du 30 juin).

L'accord porte sur quatre points. Il prévoit entre autres choses, sur le plan économique, la limitation des dépenses publiques et la réduction du coût du travail et, pour l'enseignement, l'introduction de la sélection à l'université, ainsi que quelques « réformes » administratives destinées à jeter de la poudre aux yeux. Mais c'est sur le chapitre de la défense de l'ordre que l'accord est le plus important. Il énumère différentes mesures pour lutter contre ceux qui « portent atteinte aux institutions et à la vie commune pacifique des citoyens » : institution de la garde à vue, possibilités accrues de perquisition, amélioration de l'appareil de répression, etc. Le programme ne manque d'ailleurs pas de souligner que le problème est avant tout politique. Il faut créer un climat « qui isole et décourage les actions subversives » et « toutes les forces politiques et sociales » sont invitées à prêter leur concours. C'est ainsi, ajoute le texte, que pourra s'élargir le « consensus populaire, fondement des régimes de liberté ». La dénonciation comme agents du fascisme de ceux qui se dressent contre l'ordre capitaliste est proche.

La démocratie au poteau !

(suite de la page 1)

la défense de l'Etat et la soumission des masses au diktat **du Capital.**

Les partis « ouvriers » bourgeois et les organisations syndicales à leur botte agissent donc en parfait accord **avec les véritables postulats programmatiques de la démocratie lorsqu'ils défendent le renforcement et la continuité de l'Etat, la Monarchie et sa réforme constitutionnelle du régime fasciste (réforme décidée en toute liberté par les cliques franquistes), les Forces Armées, la paix sociale, et lorsqu'ils s'efforcent de soumettre le prolétariat aux exigences économiques et politiques de la classe dominante.**

C'est le secret de la démocratie moderne **que d'intégrer dans les filets de l'Etat non seulement des partis ouvertement bourgeois, mais aussi et** surtout **les organisations politiques et syndicales faussement prolétariennes, qui ont fait leurs les objectifs anti-prolétariens de la démocratie.**

Mais il y a plus. Dans la phase ultime du capitalisme, ce sont précisément ces partis qui rendent possible par la démocratie parlementaire la satisfaction des exigences toujours croissantes de centralisation et de contrôle de toutes les activités sociales en fonction des besoins de la conservation bourgeoise ; en d'autres termes, ce sont ces partis qui, dans le cadre politique de la démocratie parlementaire, sont des courroies de transmission du processus de fascisation **toujours plus accentué de la société capitaliste.**

La conquête du pouvoir par le prolétariat n'est pas le dernier chaînon d'une lutte « conséquente » pour la démocratie ni pour une illusoire « expression véritable de la volonté populaire ». Le Capital, par le seul fait de sa domination politique, économique et sociale, et grâce aussi à la collaboration inestimable de ses laquais « ouvriers », est assuré d'une influence idéologique prépondérante parmi les grandes masses travailleuses (petites bourgeoises, semi-prolétariennes, et même dans des larges couches du prolétariat lui-même), influence qui ne pourra être combattue et écrasée qu'après **la conquête du pouvoir par le prolétariat révolutionnaire, qu'**après **le renversement de la bourgeoisie. L'alternative historique n'est donc pas « démocratie ou dictature », mais** dictature du prolétariat ou dictature de la bourgeoisie.

Les oppositions d' « extrême gauche » à la politique du réformisme officiel, oppositions personnifiées par les partis maoïstes (qui sont des vieux laquais de la bourgeoisie libérale, même lorsqu'ils se disent opposés à la réforme en cours), trotskystes (LCR, LC et PORE), spontanéistes (OICE), ou encore par de vieux centrismes comme celui du POUM, tous placés sur le terrain d'une impossible démocratie qui pourrait opérer sa « transcroissance » en révolution prolétarienne, ne sont donc pas sur le terrain révolutionnaire du communisme. Ils ne tendent pas à creuser le fossé qui commence à s'ouvrir entre les prolétaires qui réagissent contre la politique de collaboration des classes et la démocratie. Ils s'imaginent voir dans l'Etat espagnol une force qui violerait les principes de la démocratie, et dans la social-démocratie et le stalinisme, des courants ouvriers « inconséquents » par rapport à ces principes.

Ils ne comprennent pas — et sont incapables de comprendre — que ces courants ne représentent que des agents de la bourgeoisie, et que le régime espagnol, indépendamment de son adhésion aux « normes éternelles » du libéralisme, était déjà, avant même **les élections, une** démocratie typique, **grâce à l'organicité de la collaboration des classes menée par la bourgeoisie et le réformisme politique et syndical.**

C'est la défense du régime capitaliste qui passe par la démocratie parlementaire, et non la lutte révolutionnaire du prolétariat. Cette dernière ne vise pas à l'établissement de « souverainetés populaires » car le prolétariat se propose, au moyen de l'exercice dictatorial **du pouvoir, de** réprimer **la classe bourgeoise et de** neutraliser **les inévitables oscillations des classes intermédiaires. Le prolétariat révolutionnaire et son parti communiste, qui concentre la volonté et la conscience révolutionnaires, ne font pas dépendre leurs objectifs et leur programme d'oracles « populaires » ni de changements contingents dans les « états d'âme » des « grandes masses », qui sont aussi dénuées de volonté que de buts propres.**

Il n'existe pas de revendications ni de principes neutres dans la lutte des classes. Ou bien on prépare de façon conséquente le prolétariat à sa propre constitution en classe, **et donc en** parti, **comme condition de sa constitution en classe** dominante, **contre les principes et les objectifs de la démocratie, ou bien on devient le laquais et l'agent de la bourgeoisie, comme le stalinisme sous ses multiples formes, ou encore un facteur de confusion, d'oscillation et finalement de défaite, comme c'est le cas de tous les courants qui essaient de marier, sans égard pour les principes, les buts révolutionnaires avec les méthodes et les moyens du réformisme. Les premiers tiennent compte des puissantes exigences** matérielles **de la stratégie politique bourgeoise-démocratique et agissent en conséquence ; les derniers sont prisonniers de ses mystifications stérilisatrices.**

DEMOCRATIE ou COMMUNISME ! Il n'existe pas de voie intermédiaire.

Vite, passons au communisme !

(suite de la page 1)

productives développées par le capitalisme soient trop grandes pour lui et qu'il ne sache plus faire autre chose d'elles que de les transformer en instruments de destruction toujours plus massifs est une raison de plus de foutre en l'air cette maudite société.

Seule la société communiste pourra domestiquer ces forces immenses de la nature, le nucléaire en particulier, et les mettre au service de l'humanité.

Vite, donc, passons au communisme ! Et, pour cela, même contre les conséquences écologiques et humaines désastreuses du capitalisme, vite, vite, passons à la lutte de classe, à outrance ! Car seul le prolétariat est la force capable d'accomplir la révolution libératrice !

Qu'est ce que le socialisme ?

(socialisme scientifique contre socialisme national algérien)

C'est le titre de la nouvelle brochure parue dans la série « Le Prolétaire ». Assurons lui une large diffusion !

Prix : 3 F. Commandes au siège du journal.

Compte rendu sommaire de la Réunion Générale du Parti de mai 1977

Le rapport sur l'Histoire de la Gauche Communiste

Le rapport principal de notre dernière réunion générale a été consacré à l'**Histoire de la Gauche Communiste.** Il a fourni un tableau d'ensemble du processus à travers lequel se sont formées les jeunes sections du Komintern en Allemagne et en France, et qui s'est répété, sous d'autres formes mais avec le même contenu, en Espagne, en Tchécoslovaquie, dans les Balkans et dans les pays scandinaves, de même qu'en Angleterre et en Amérique, tandis qu'en Italie il a suivi un cours très différent. Le rapport s'intègre donc dans le travail de préparation du IIIe volume de la **Storia della Sinistra Comunista,** volume qui embrassera la période qui sépare le deuxième du troisième Congrès de l'Internationale et qui s'efforcera d'élargir le cadre de l'étude en suivant les vicissitudes non seulement de la fondation et des premiers mois de vie du PC d'Italie, mais aussi celles des plus grands partis **au moins** d'Europe.

Comme nous avons déjà commencé à le faire dans les derniers chapitres du IIe volume de la **Storia** (1), le rapport a insisté sur trois points, largement documentés malgré le peu de temps disponible :

1) La situation dans laquelle les dirigeants bolchéviques se sont trouvés face à trois types de partis : ceux qui avaient déjà donné leur adhésion à la IIIe Internationale (comme le PS italien) mais qui ne prétendaient pas rompre le cordon ombilical qui les reliait à la IIe Internationale ; ceux qui, bien que voulant se constituer sur la base des 21 conditions fixées par le IIe Congrès mondial, soulevaient vis-à-vis de celles-ci des réserves nullement secondaires (comme le parti français), des partis à qui, d'autre part, les « ailes gauches » hétérogènes et peu sûres n'opposaient qu'une faible résistance ; ceux qui, enfin, avaient déjà adhéré au Komintern (comme le PC allemand) mais qui n'offraient pas de garanties sérieuses de se mouvoir sur le terrain clairement défini par les thèses votées à Moscou en août 1920.

Cette situation a conditionné les dirigeants de l'I.C. et accentué la tendance — dont notre courant avait mis en relief les premiers symptômes avec préoccupation — à élargir les mailles de la rigueur programmatique et organisative, en transigeant avec des fractions bâtardes des vieux partis qu'ils espéraient pouvoir encadrer solidement dans la discipline internationale du Komintern en les remodelant au feu d'un cycle historique que tous considéraient comme pré-révolutionnaire.

Personne à Moscou ne se faisait d'illusions sur le sérieux de l'adhésion au communisme de la majorité du PS français. Cependant, il manquait à celui qui aurait dû être le noyau constitutif d'un véritable parti communiste (le Comité pour la IIIe Internationale) une claire orientation théorique sur des points fondamentaux, comme le rapport entre parti de classe et syndicats ou la notion même de dictature prolétarienne. Si dans le groupe Cachin-Frossard survivait le vieux courant centriste (dans la meilleure des hypothèses), dans la « gauche » survivait le courant anarcho-syndicaliste, tandis qu'à l'extrême gauche — partisane de l'adhésion sans conditions et discussions — persistait l'équivoque du « soviétisme » compris comme fédéralisme aussi bien dans la vie interne du parti que dans l'exercice de la dictature prolétarienne.

De même, personne à Moscou ne fermait les yeux sur les dangers d'une fusion entre le KPD spartakiste et l'aile soi-disant de gauche des indépendants. Mais le premier, sous la direction de Lévi, avait déjà fait preuve d'académisme, d'horreur aristocratique aux mouvements de classe violents, qu'il considérait comme des **putsch** purs et simples du lumpen-prolétariat, et de tendance idéaliste à poursuivre le mirage d'une révolution en même temps « propre » et « consciente ». Quant au KAPD, rien n'était plus lointain de Lénine et de Trotsky que son immédiatisme et son spontanéisme. Mais ceux-ci ne pouvaient pas ignorer l'extraordinaire combativité de sa base ouvrière, qui d'ailleurs était souvent poussée sur des positions de « gauchisme infantile » en réaction au légalisme « sénile » du parti communiste officiel. Mettre ensemble ces forces de matrices hétérogènes en essayant de compenser avec les éléments positifs de chacune les éléments négatifs en excès que **toutes** elles traînaient du passé, c'était un travail de Sisyphe auquel on ne pouvait pas échapper, même lorsqu'on en entrevoyait les dangers. C'était la réalité sociale elle-même qui avait engendré en Occident et en Europe centrale des fractions et des groupes immaturs par rapport aux tâches grandioses de la préparation révolutionnaire : c'est en cela que résidait le drame commun. De notre côté, nous avions insisté déjà au IIe Congrès sur le besoin de la plus grande rigueur dans la sélection des partis adhérents. Nous n'ignorions cependant pas que cette rigueur se heurterait à des limites **objectives** et que, si ces limites pouvaient et devaient être **circonscrites,** elles ne pouvaient toutefois pas, dans l'absolu, être **ignorées.**

Il reste que le processus de formation des partis communistes dans l'aire européenne, une aire cruciale, s'est développé dans des conditions insatisfaisantes ou même franchement négatives, dont le poids ne pouvait pas ne pas se faire sentir pendant les années suivantes — des années qui, par dessus le marché, n'étaient plus d'avancée prolétarienne et classiste, mais de reflux.

Au cours de la réunion, nous avons pu illustrer de façon synthétique les étapes de cette évolution, surtout en ce qui concerne la France et, en partie, l'Allemagne. Mais la documentation écrite s'étendra aussi à d'autres aires, apportant ainsi une contribution que nous jugeons essentielle à la compréhension non seulement de la période qui va d'août 1920 à juillet 1921, mais aussi de la phase suivante. Les congrès de Halle et de Berlin en automne, celui de Tours en décembre, les motions présentées par les différents courants, les discours des principaux leaders, les commentaires de notre « Il Soviet » ou de « Il Comunista » (organe de la Fraction à Imola), jettent en effet une lumière décisive sur l'enchevêtrement complexe de facteurs qui ont déterminé en même temps « les grandeurs et les misères » de la IIIe Internationale. Ces facteurs, d'autre part, ont justifié et justifient pour nous le fait de revendiquer celle qui a été et reste la plus grande conquête du mouvement communiste révolutionnaire du premier après-guerre.

2) Le deuxième point est la complète identité des positions de ceux qui — réformistes ou centristes — revendiquaient, dans les différents pays, une marge d'autonomie vis-à-vis de l'Internationale, marge justifiée (ainsi le prétendaient-ils) par les « conditions particulières » du cadre national où ils travaillaient. En réalité, la « diversité » de ces conditions servait, comme toujours, d'argument en faveur d'une **unité** complète dans le maintien de l'équivoque de la coexistence de proclamations révolutionnaires et d'attitudes opportunistes, de fractions de droite et de fractions soi-disant de gauche, d'attachement au passé et d'aspirations confuses à l'avenir. Tous avaient en commun le refus ouvert ou à demi voilé de la centralisation, de la discipline internationale, de la combinaison du travail légal et clandestin, de la scission **irrévocable** d'avec les partis de la IIe Internationale. Tous avaient en commun la nostalgie de l'unité à tout prix ; le refus de faire de la propagande pour la révolution violente, la dictature et la terreur rouges comme voie obligatoire au socialisme ; un faux extrêmisme dans les questions nationale-coloniale et agraire, qui n'était que la couverture d'un opportunisme foncier dans tout le reste. Tous avaient en commun, enfin, un détachement hautain vis-à-vis du... « communisme asiatique » que la « Russie barbare » prétendait introduire dans l'Occident « cultivé » et « évolué ».

Le malheur est que sous des formes moins visibles, certes, mais pas pour autant moins maladives, les fractions, courants et partis qui se disaient communistes n'étaient pas exemptés de tout cela, à la seule exception de la Gauche en Italie.

3) Nous avons montré enfin comment en Italie le processus a pu se dérouler dans de toutes autres conditions précisément du fait de la présence de ce qui manquait ailleurs : une fraction organisée qui n'avait pas attendu « la mode » de 1920 pour s'aligner sur le même front que les bolchéviks, et qui s'était battue dans toute la période qui va jusqu'au Congrès de Livourne pour une sélection théorique, programmatique et organisative rigoureuse basée sur l'adhésion sans réserves aux thèses du IIe Congrès, même là où, **sur le plan tactique,** ces thèses ne semblaient pas assez nettes et rigides par rapport à l'Occident ultradémocratique et au capitalisme plus que mûr (cette rigidité, les « abstensionnistes » l'invoquaient pour des raisons non pas de « pureté » ou de « sectarisme », mais d'efficacité pratique **réelle**). Une fraction qui ne reculait pas face à la perspective d'une scission « minoritaire », car elle avait la conviction claire et précise que, si cette scission **devait** avoir lieu, elle serait porteuse non pas de faiblesse, mais de **force.**

C'est ce courant — la Fraction communiste (ex-abstensionniste) du PSI — qui a préparé le terrain pour la scission de Livourne, qui a fixé les fondements du parti issu de cette scission sur la base des délibérations de l'IC et qui en a rédigé le programme. C'est grâce à sa décision et à son intransigeance qu'ont pu s'intégrer au nouveau parti des courants et des militants, comme les ordinovistes, de formation et d'origine variées, mais fondus et remodelés par une direction politique ferme, par une orientation sûre sur le plan théorique et pratique, par une discipline sans réserves. Ce qui a permis au jeune parti d'affronter les dures épreuves des deux années suivantes non seulement avec une grande énergie et combativité, mais aussi avec une compacité dont aucun autre parti frère n'a fait preuve (et ne pouvait le faire).

Ces trois points n'ont pas pour nous une valeur purement « historiographique ». Ils appartiennent aux enseignements de l'histoire vivante, ou mieux, aux grandes confirmations des principes de la doctrine marxiste face aux épreuves de la réalité. C'est pourquoi il est vital de nous référer à ces années et à leurs leçons impérissables. C'est pourquoi il faut y puiser le « fil rouge » qui seul permettra aux générations présentes et futures du mouvement ouvrier et communiste de reprendre le chemin sur une voie plus droite et plus sûre, la voie de la victoire.

(1) La traduction en français de ces chapitres est parue dans les n°s 58, 59 et 60 de **Programme Communiste.**

Après la libération des trois du GARI

Quelle solidarité avec les prisonniers politiques ?

Les trois militants, deux français et un espagnol, libérés (sous contrôle policier hebdomadaire) le 25 mai dernier, ont passé 30 mois sans jugement en prison. Les diverses actions violentes qu'ils avaient menées pendant l'été 1974 (attentats à la bombe, attaques de banques) avaient pour but de manifester leur solidarité, après l'exécution de Puig Antich en avril 74, avec les autres militants anarchistes du M.I.L., également menacés de morts alors par l'Etat espagnol.

La réaction à la violence de l'Etat bourgeois, par le terrorisme individuel, dont les ex-Gari donnent une illustration, repose sur le mythe anarchiste de l'exemplarité contagieuse de l' « action directe ». C'est bien sûr une illusion de prétendre ainsi susciter, *par le chemin de la conscience,* la lutte de classe, alors que l'absence actuelle d'une force prolétarienne tient à des facteurs *matériels et politiques,* avant tout au poids de la contre-révolution stalinienne, qu'il faut combattre. Ceci dit, dans le recours à la violence, même avec des méthodes erronées, il faut saluer le mépris de la légalité bourgeoise ainsi exprimé, mépris que le Parti Révolutionnaire revendique pleinement.

Mais surtout, cela ne motivait aucunement l'isolement et le silence que même les groupes « d'extrême gauche », d'habitude si enclins à pleurer sur les « violations du droit », dans une perspective anti-fasciste et démocratique, avaient laissé tomber sur les trois détenus. Ne parlons pas des partis réformistes qui condamnent, ouvertement et systématiquement (c'est moins hypocrite) toute forme de lutte violente contre l'Etat. En son temps la LCR avait bien soutenu les GARI, mais seulement dans le cadre des positions antifascistes avancées (précisément pour se concilier... le réformisme) au scin du comité Espagne qu'elle animait alors à Toulouse. L'isolement des GARI s'explique sans doute *par le fait que ceux-ci ne se plaçaient nullement sous la bannière de l'antifascisme démocratique.*

En décembre 76, ils déclaraient en particulier dans un communiqué : « Nous ne sommes ni antifascistes ni antifranquistes [...] Notre lutte est anticapitaliste et anti-autoritaire, dirigée contre toutes les formes de gestion politique du capital : l'Etat, qu'il soit démocratique, fasciste ou bureaucratique ». Les communistes combattent évidemment les théorisations anarchistes de l'Etat et leur incompréhension de la nécessaire lutte politique, prises dans le refus abstrait de toute autorité, avec leurs implications pratiques désastreuses. Mais comment ne pas relever cette indifférence de « l'extrême gauche » (qui annonce seulement la mise en liberté, en parlant faussement « d'engagement antifranquiste » : *Rouge* du 27-5) à une défense politique qui dénonçait la nature de classe *de tout Etat,* y compris la Sainte Démocratie !

C'est donc contre ce courant, qu'il faut encore une fois avancer dans le prolétariat, qui est la seule classe à posséder la force nécessaire parce qu'elle seule est historiquement en lutte contre *tous* les Etats existants, l'exigence d'une solidarité *inconditionnelle* avec les victimes de la répression bourgeoise. Cette solidarité doit de plus être *internationale :* alors que la répression dirigée contre les membres des GARI (22 inculpés en tout) mais aussi contre d'autres militants politiques (basques placés en résidence surveillée, etc.) montre la solidarité des bourgeoisies françaises et espagnoles, et à l'heure de la « Convention Européenne Contre le Terrorisme », la réponse ne peut venir que de la seule classe capable de lui opposer également une solidarité par-dessus les frontières : *le prolétariat.*

Là-bas comme ici, les prolétaires ne peuvent regagner leur force collective qu'à travers une lutte supposant des affrontements directs avec l'Etat bourgeois, quelle qu'en soit la méthode de gouvernement, différente suivant le rapport entre les classes, mais toujours contre-révolutionnaire. Contre la coordination entre Etats de la répression bourgeoise (France-Espagne-Allemagne-...), *pour une solidarité prolétarienne internationale avec tous les prisonniers politiques victimes de la lutte contre l'Etat bourgeois !*

Une intervention du Parti

Indépendance immédiate, totale et sans conditions pour les masses opprimées de Nouvelle Calédonie !

Prolétaires, Camarades !

Sous le statut de Territoire d'Outre-Mer, la Nouvelle-Calédonie (archipel situé dans le sud-ouest du Pacifique qui comprend la Grande Terre *et les îles de Loyauté) est une colonie de l'impérialisme français depuis 1853. Cette pénétration de l'impérialisme français (par armée et missionnaires interposés) s'accompagna d'une destruction violente des structures économiques de la population autochtone, les Kanaks, ce qui entraîna une dissolution des traditions communautaires. C'est ainsi que les colons, les missionnaires et l'administration accaparèrent les meilleures terres des Kanaks et les repoussèrent vers les terres ingrates des montagnes. Cette sale besogne se fit par le massacre des Kanaks qui résistèrent. En même temps l'impérialisme français importa de la main-d'œuvre immigrée polynésienne, indonésienne et indochinoise pour exploiter à bas prix les riches gisements de nickel (la Nouvelle-Calédonie est aujourd'hui le second producteur mondial de nickel après le Canada) et dans l'espoir de susciter des rivalités interethniques, afin de mieux poursuivre sa politique de brigandage impérialiste et d'oppression.*

Prolétaires, Camarades !

Depuis le 6 juin 1977, des paysans pauvres Kanaks, poussés par des conditions de vie de plus en plus dures, ont entrepris un mouvement d'occupation des terres confisquées par les colons et l'administration impérialiste française. Il est de notre devoir de manifester une véritable solidarité de classe avec le combat des masses Kanakes en dénonçant vigoureusement l'oppression exercée par l'Etat impérialiste français, en empêchant toute répression qui s'abattrait d'autant plus facilement qu'elle serait assurée du silence, et en luttant pour le retrait immédiat de l'Etat impérialiste français. Il est également de notre devoir d'aider, par notre soutien actif, à l'unification dans la lutte contre l'Etat français des masses paysannes pauvres kanakes et de tous les opprimés de Nouvelle-Calédonie, par-delà les barrières raciales.

Ce n'est que sous la direction et l'impulsion du prolétariat organisé et des masses paysannes pauvres que peut se développer radicalement même un mouvement révolutionnaire qui a encore à accomplir des tâches objectivement bourgeoises (comme l'indépendance immédiate, la nationalisation de toutes *les terres, etc.) pour amorcer un processus de* révolution ininterrompue, EN PERMANENCE, *qui ne peut être achevé qu'en liaison avec la Révolution Communiste Mondiale qui résultera de* l'assaut convergent *du mouvement prolétarien dans les métropoles capitalistes et de la lutte des masses opprimées (dirigées par les prolétaires) contre l'impérialisme.*

Vive la solidarité ouvrière internationale avec les masses opprimées de Nouvelle-Calédonie !

A bas le brigandage impérialiste français !

Retrait immédiat des troupes françaises !

Indépendance immédiate totale et sans conditions pour les masses opprimées de Nouvelle-Calédonie !

Vive l'union combattante de tous les exploités de Nouvelle-Calédonie !

Vive la Révolution communiste mondiale !

Parti Communiste International, juin 1977.

La grève des nettoyeurs du métro

(suite de la page 1)

joindre au mouvement, à venir aux AG ou au CG afin de voir comment on pouvait organiser un refus collectif de travail, la CFDT a mis un veto absolu à tout travail de ce type. Il en est résulté que la force de l'encadrement a permis de contraindre à travailler des ouvriers d'entreprises jaunes quand ils étaient disposés à débrayer. Il semble même que des sanctions aient été prises dans une des entreprises briseuses de grève contre des travailleurs ne manifestant pas assez de zèle dans le sale travail qu'on leur faisait faire.

Il faut chercher la raison de cette attitude dans les principes courants dans la bureaucratie réformiste des syndicats : ils sont pour les piquets, mais contre les incidents, bref contre l'efficacité des piquets qui doivent seulement convaincre, avec l'autorisation du patron et de la police. Mais donnent-ils au moins les moyens de convaincre ? Non, car là aussi, ils ont leurs méthodes particulières : il faut le faire en demandant aux syndicats de ces entreprises d'organiser la solidarité, selon les principes de la division du travail et du domaine réservé entre bureaucrates ; mais ont-ils au moins pris ces contacts avec les syndicats des entreprises jaunes ? Non ! Et si on leur avait posé la question, ils auraient répondu que les grévistes ne l'ont pas demandé, que c'est à eux de « gérer la grève », etc. etc.

Ceci a été particulièrement clair quand, après les négociations du 22, qui n'ont rien apporté de substantiel, les grévistes ont unanimement décidé à l'AG du 23 de poursuivre la grève. On sait que la CGT manifestait depuis quelques jours des signes d'impatience et que l'annonce d'une négociation est toujours le signe avant-coureur d'un danger pour la grève. On sait que la CGT avait « appelé à la solidarité » dans le métro le jeudi 16 par un débrayage de cinq minutes des conducteurs en début de service : malheureusement, si les lecteurs de **L'Humanité** ont pu se glorifier de ce geste, les conducteurs n'ont même pas eu l'occasion de le faire car la consigne n'avait pas été répercutée par le syndicat (évidemment la CFDT n'avait pas appelé à se joindre au mouvement, ni à l'intensifier, pour la raison toute bureaucratique qu'elle n'avait pas été consultée). On sait aussi que le vendredi 24, la CGT avait appelé à la reprise du travail à l'entreprise n° 3 après une assemblée générale de ses syndiqués (minoritaires !) et, en même temps, prévu une grève nationale de 24 heures de solidarité de la manutention avec les nettoyeurs du métro ! Naturellement, la « tendance massive à la reprise » (30 travailleurs sur 1 000 !) lui a fourni le prétexte pour décommander la journée de grève qui n'avait, évidemment, plus aucune raison d'être.

La CGT, donc, organisait la reprise. Et l'AG du vendredi 24 à la Bourse fut animée : les travailleurs organisaient des équipes pour aller expliquer à leurs camarades de la n° 3 qu'ils étaient l'objet d'une mystification (il semble que la CGT leur avait tout bonnement expliqué que l'augmentation était de 80 % au mieux de... 80 F). Les expéditions furent d'ailleurs **couronnées de succès.** A la tribune un délégué somma aussi les responsables qui avaient appelé à la reprise de venir s'expliquer devant les grévistes. Il fallait que cet élan soit dissipé dans le labyrinthe des procédures syndicales. Le triste Bobichon, secrétaire de l'UD, invita donc les travailleurs **au calme,** à attendre qu'il prenne contact avec les responsables CGT, que la réponse soit donnée au comité de grève, que ce dernier répercute en AG, etc., pour savoir s'il était vrai que la reprise s'effectuait et si, véritablement, la CGT avait demandé la reprise. Evidemment quand la réponse est venue, le mardi 28, soit 4 jours après (heureusement que les travailleurs n'avaient pas, eux, attendu pour prendre les contacts à la base), on a appris ce à quoi on pouvait s'attendre, à savoir que la CGT n'avait jamais appelé à la reprise, mais que les travailleurs, satisfaits des propositions patronales (« **L'Humanité** du 22-5, soit avant les négociations, parlait déjà de « brisure dans le front patronal », de « stratégie du recul », rien de moins !) avaient manifesté une propension irrésistible à travailler, comme les grévistes ont pu s'en rendre compte...

Bref, le principe, là aussi est clair. Si l'initiative ne vient pas de la base, il ne se passe absolument rien. Mais si la moindre intention de mouvement se fait sentir, c'est le branle-bas de combat : les bureaucrates ont recours à tout leur arsenal afin de colmater les brèches du dispositif syndical et **éteindre l'incendie :** ainsi la CFDT se servira du fait que la CGT a violemment combattu le mouvement pour revaloriser son attitude à elle alors que le principe de la CFDT est de ne rien faire sans l'autorisation et le consentement de la CGT. Ce principe prend d'ailleurs toute sa valeur quand on sait que des agents de la RATP syndiqués CGT, ont été invités par la Régie à organiser le travail des jaunes : ils ont mis comme condition, avec leur syndicat, que cela soit fait dans des conditions de sécurité normale, ce qui n'avait d'autre signification que de travailler sous la protection de la police. Quand un camarade fit remarquer dans sa section que la CGT était tout bonnement en train de briser la grève, la justification d'un bonze fut que cette attitude avait été décidée démocratiquement par les agents. Alors...

La véritable forme de lutte proposée par la CFDT contre les jaunes a été de porter plainte, car paraît-il, il découlerait, en bonne justice, du « droit de grève », que l'utilisation de jaunes est... illégale. Tandis qu'elle faisait ainsi miroiter aux travailleurs la protection de la justice, les CRS, eux, ne se sont pas gênés pour matraquer les piquets au nom de la **« liberté du travail »,** également inscrite dans la sacro-sainte constitution et même d'interpeller Bobichon en personne (entre parenthèses, ils auraient pu le garder mais il est vrai qu'il fait du meilleur travail dans le syndicat qu'en taule).

Evidemment ce n'est pas l'invocation du droit qui donne raison au travailleurs, c'est leur force, comme l'a prouvé la renonciation du patron d'ONET à licencier deux travailleurs.

La popularisation et les collectes

On a vu qu'**il n'était pas question pour la CFDT de s'opposer à la CGT** (ce qui donne une confirmation de notre indication de parti de travail prioritaire dans la CGT, où se trouve le véritable **centre** de l'opportunisme syndical). Mais on aurait pu imaginer que, dans le domaine de la popularisation de la lutte, la CFDT prenne des initiatives. Il n'en a évidemment rien été.

Il a fallu une bataille d'une bonne semaine au comité de grève pour imposer de faire un meeting de solidarité à la Mutualité. Non seulement le meeting a été au dernier moment placé à une date trop rapprochée qui empêchait toute préparation, mais il a été transformé en « gala », fêtant la « diversité culturelle des multiples nationalités des grévistes », en rapport complet, par conséquent, avec la lutte... Et, au meeting, il a fallu un véritable affrontement entre les grévistes et les bonzes syndicaux (qui ont préféré à l'occasion protéger la tribune contre les travailleurs en dégarnissant l'entrée de la salle au risque d'être impuissants à contrer une irruption provocatrice...) pour qu'un membre du comité de coordination des foyers Sonacotra puisse dire sa solidarité avec la grève des nettoyeurs, geste tout à fait naturel si on sait que de nombreux nettoyeurs habitent les foyers Sonacotra.

De même les bonzes ont contré la proposition de manifestation de grévistes dans un quartier ouvrier par une manifestation inoffensive le jeudi 30, c'est-à-dire à la date que l'on pouvait raisonnablement prévoir comme une limite de la grève, devant le ministère où les travailleurs durent se disperser immédiatement sans attendre les résultats des négociations. Quant aux tracts appelant aux meetings et aux manifestations, les bonzes ont eu l'idée — qui ne peut germer que dans le cerveau d'un bureaucrate pourri — de les faire payer au prix fort à tous ceux qui désiraient les diffuser...

Pour les bonzes, les travailleurs n'ont droit qu'à la « solidarité » aseptisée et filtrée, préalablement alignée sur l'orientation majoritaire des confédérations, exprimée par les eunuques de la bureaucratie syndicale.

Pour ce qui est des collectes, celles qui sont arrivées des sections syndicales n'ont certainement pas été faites à l'appel officiel des bonzes mais par des militants manifestant leur solidarité aux grévistes. De plus les travailleurs ont finalement pu se rendre compte qu'elles n'ont véritablement commencé à rapporter qu'à partir du moment où ils se sont mobilisés pour les effectuer eux-mêmes dans les quartiers, les gares, etc. Enfin il faut dire que sans une bataille pour obtenir l'argent des collectes, accaparé par l'UD même lorsqu'elles étaient faites au nom du comité, et pour faire participer tous les grévistes à la caisse de grève de la CFDT, le syndicat n'aurait même pas versé les 100 malheureux francs distribués aux grévistes à la 4e semaine du conflit ! Il a fallu aussi une bagarre pour faire promettre de publier les listes des souscriptions, et d'ailleurs la promesse n'a pas encore été tenue... Pour les bonzes, tout naturellement, l'argent n'est pas au service de la lutte, il est au service de leur politique de pompiers sociaux et doit constituer un **moyen de pression** pour cette politique. C'est pourquoi l'essentiel de l'argent n'a pas encore été versé aux grévistes.

L'Assemblée Générale et le Comité de Grève

Il faut dire que, dès le début du conflit, se sont tenues quotidiennement une Assemblée Générale et une réunion du Comité de Grève, imposé dès le départ par les grévistes malgré la réticence des bonzes de la CFDT. Mais le manque parfaitement compréhensible d'un nombre suffisant de dirigeants ouvriers expérimentés au début du conflit, l'inégalité de la préparation à la lutte, en gros, des Africains et des Maghrébins, le manque d'unité par conséquent du Comité de Grève a permis pour l'essentiel aux bureaucrates d'exercer leur « métier », d'imposer des ordres du jour stériles au Comité de Grève et un cours procédurier aux Assemblées Générales qui faisaient de ces organismes une décoration plus que de véritables organes de combat et de mobilisation des grévistes. Nous ne jetons pas évidemment la pierre aux délégués. Seuls ceux qui luttent commettent des erreurs, mais apprennent aussi à les surmonter. Une minorité d'entre eux a d'ailleurs assez vite compris le besoin de donner au Comité de Grève un **rôle actif dans la direction du mouvement,** au fur et à mesure que les besoins de la lutte se révélaient plus crûment par contraste avec le rôle de pompiers joué par les bureaucrates du syndicat. Mais l'énorme tâche qui incombait à ces camarades et le poids énorme de l'appareil s'appuyant sur les travailleurs moins conscients des exigences du combat a énormément paralysé leur travail. De plus les bonzes ont eu recours aux manœuvres les plus misérables, en jouant par exemple sur le problème des langues, et surtout sur la difficulté de passer directement de l'arabe aux langues africaines, d'où l'obligation de passer par le français, ce qui a fait que les travailleurs africains ne pouvaient suivre qu'avec beaucoup de retard ou pas du tout l'expérience et les critiques faites à la CFDT par les travailleurs maghrébins.

C'est en misant sur l'épuisement physique des travailleurs et les manœuvres d'assemblée que, le 31, les bureaucrates ont pu **briser la grève,** avec un cynisme à toute épreuve : « Les patrons ne peuvent plus payer », a osé déclarer cette crapule de Bobichon, comme si c'est cela qui pouvait justifier la fin du mouvement, et non l'analyse d'un rapport de force qu'il s'était acharné a rendre défavorable aux travailleurs. Il a alors révélé que **jamais,** pendant les négociations, les bonzes n'avaient parlé des véritables revendications des grévistes, et notamment du paiement intégral des jours de grève : « C'est une habitude, a-t-il déclaré, qu'on ne discute jamais de cette question avant que les travailleurs aient accepté le principe de la reprise », ce qui constitue le meilleur moyen de se priver de la force d'obtenir quelque chose.

Le principe d'une nouvelle assemblée le soir même pour confirmer la reprise après les discussions de l'après-midi sur le paiement des jours de grève étaient donc acquis d'avance si le vote était favorable à la reprise. La discussion en AG a été empêchée ; il fallait faire vite, il fallait voter, il **fallait en finir** avec une grève qui avait duré un mois et qui sans doute, plus d'une fois, avait troublé le sommeil de ces bureaucrates stipendiés. Néanmoins un tiers des votants ont eu encore **la fierté de refuser** cette reprise catastrophique, « organisée » sous forme de débandade, comme si les travailleurs devaient avoir honte de s'être mis en grève.

L'AG du soir, habilement tenue à huis clos avec contrôle des cartes syndicales, a été l'occasion d'une dénonciation, déjà entamée en AG le mercredi 29, de la politique criminelle de l'Union Départementale CFDT, malheureusement dans la seule langue arabe, les travailleurs africains n'ayant pas pu bénéficier de ces conclusions et des **jalons ainsi posés** pour demain.

Dès le lendemain, le travail devait reprendre, sans que les travailleurs aient pu souffler un peu, sans qu'aucun bilan ait pu être tiré (et pour cause !), sans qu'aucune organisation de la reprise ait pu être préparée, laissant ainsi les travailleurs dans une situation de faiblesse face aux directions des entreprises.

***

Dès maintenant, c'est la tâche des ouvriers les plus combatifs de maintenir les liaisons entre eux, de maintenir l'unité entre les entreprises et les nationalités, de surmonter l'écart qui s'est creusé entre Maghrébins et Africains, d'expliquer les véritables leçons de la lutte, ses exigences, la politique désastreuse des bonzes syndicaux. C'est leur tâche de **redonner confiance aux travailleurs,** de les organiser et de mettre le syndicat au service de la lutte, en dehors de la politique catastrophique des bonzes et contre elle, pour lutter contre la répression, pour assurer de nouvelles collectes qui permettent de faire face à la situation de détresse dans laquelle ce long conflit a plongé certains travailleurs, pour assurer la solidité d'un véritable **front des travailleurs,** même dans la **retraite difficile** d'aujourd'hui. C'est en effectuant ces tâches avec détermination et continuité que pourront se préparer les inévitables luttes de demain.

La grève de juin s'est terminée par une défaite économique, mais elle aura au moins assuré les conditions de victoires futures, dans la **guerre** engagée entre la classe ouvrière et la classe capitaliste, si elle a permis de dégager, en plus de l'union magnifique qui s'est manifestée, une **véritable direction** capable de poursuivre la lutte.

Presse du Parti

SOMMAIRE DU N° 7 (juillet 1977) de

EL COMUNISTA

- ¡La democracia al paredon!
- El pacto social en accion
- Comunismo o democracia
- Reseña electoral : la OCE (BR) y el FUT
- Panorama internacional : Francia, Italia, Angola, Etiopia, Argentina
- Por la defensa de los obreros en paro
- La huelga de la construccion

SOMMAIRE DU N° 12 (18 juin 1977) DE

il programma comunista

- Fra passato e futuro
- Aborto : Si rimanda al prossimo compromesso
- Il IX Congresso CGIL : Dentro, non fuori e tanto meno contro, lo Stato
- Un convegno su lavoro e disoccupazione
- L'Italia non è morta : il processo (Cevisio) si fa
- Viva i principi purché non siano principi ! (il libro di Livorsi su Amadeo Bordiga)
- Primo resoconto della riunione generale di partito
- Quadrante internazionale
- L'imperialismo francese saccheggiatore dell'Africa
- Democrazia blindata e movimenti di sciopero in Grecia
- Nostri interventi : Contro la repressione democratica — In lotta gli ospedalieri a Napoli.

programme communiste

REVUE THEORIQUE

Soutenez le développement de la presse internationale du Parti Souscrivez !

Permanences du Parti

EN FRANCE

- **A Angers :** vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.
- **A Lyon :** le samedi 2 août et en général le premier samedi de chaque mois, de 17 h à 18 h, brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta.
- **A Mulhouse :** le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Librairie Presse Information, 1, bd Roosevelt.
- **A Paris :** 20, rue Jean Bouton (12e). Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.
- **A Strasbourg :** le samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).
- **A Toulouse :** vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

- **A Lausanne :** tous les mercredis de 18 h à 20 h ainsi que le samedi 2 août, et en général tous les premier et troisième samedis de chaque mois, de 10 à 12 heures, 32, rue Pré-du-Marché, 1er étage à droite : « Atelier ».

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE
BP 130 1211 GENEVE-13

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission paritaire de presse : 52926